

La démocratie des lettrés

Aminata Diaw

Si le rapport entre le pouvoir et les intellectuels n'est jamais innocent, alors toute réflexion portant sur cette relation s'avère d'emblée très difficile. L'historique du concept d'intellectuel offre néanmoins des repères pour l'analyse. Les artistes, écrivains et professeurs qui se prononcèrent pour la révision du procès Dreyfus le firent au nom de leur statut d'intellectuel. Cette charge historique a définitivement lié l'homme de culture au refus de l'arbitraire et de l'iniquité souvent associés au pouvoir politique. Le concept d'intelligentsia apparaîtra plus tard en Russie, au début du 20^{ème} siècle, pour désigner la classe des intellectuels. À ces données conceptuelles s'ajoute la caractéristique principale révélée par l'analyse de Marx et de Gramsci qui souligne, d'une part, l'absence d'homogénéité de cette force sociale représentant l'intelligentsia, d'autre part, son extrême réceptivité à la lutte des classes et sa fonction de légitimation ; celle-ci revêt toute son importance dès lors qu'elle informe la relation du pouvoir politique et de la pensée.

Cet éclairage ne résorbe point la difficulté ; si l'outillage conceptuel donne prise sur les choses, il reste inopérant pour révéler leur dynamique propre faite d'interaction, de négation, de conflit ou de positivité. L'essence du pouvoir politique est d'être absolu¹ ; son absolutité signifie sa prévalence et sa transcendance sur toute autre forme de pouvoir. Le pouvoir du politique donne fondement et légitimité en étant pouvoir fondateur par excellence ; de celui-ci émane une logique unitaire qui fonctionne sur le mode de l'autorisation. Tout pouvoir autre doit être autorisé par cette instance, c'est-à-dire agir pour et au nom du politique. Ce rapport qui est nécessairement hiérarchique parce que renvoyant sans cesse à la source de légitimation du politique, garantit la puissance de celui-ci dès lors qu'il le soustrait de tout espace de conflit. Il en résulte que le pouvoir du politique détient le monopole de la violence physique institutionnalisée. Pour Max Weber :

Il faut concevoir l'État contemporain comme une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé – la notion de territoire étant une de ses caractéristiques – revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime (Weber 1959 : 101-102).

Si le pouvoir politique se spécifie comme "unique source de droit à la violence", il s'incarne aussi dans la *praxis*. Comme tel, son discours est par essence programmatique. L'espace du politique est celui où toute idée n'a de sens que parce qu'elle est projet, lequel se donne à voir comme une *praxis* future, un mode d'appropriation de la nature. C'est dans ce hiatus projet / *praxis* que réside la zone d'indétermination pour le politique. Du fait que la *praxis* est nécessairement perversion de l'Idée par le sensible, il y a place pour l'évaluation de cette adéquation ou non adéquation de la théorie et de la *praxis*. Cette zone d'indétermination dont l'existence est subséquente à la nature du politique, voit l'émergence d'une autre forme de pouvoir, celui de la pensée. La fonction principale réside dans l'évaluation, la critique, voire la légitimation.

Au Sénégal, l'analyse s'avère difficile tant le concept d'intellectuel est galvaudé par l'opinion. Tel se croit intellectuel, fort de son diplôme et de sa culture occidentale, de sa maîtrise du français et de

¹ /p. 326/ « Il est donc tout à fait clair, à mes yeux, tant d'après la raison que d'après l'Écriture, que le pouvoir souverain qu'il réside en un seul homme, commune dans une monarchie, ou dans une assemblée, comme dans les Républiques populaires ou aristocratiques, est tel qu'on ne saurait imaginer que les hommes en édifient un plus grand ». Hobbes (1971 : 219). On peut en déduire que l'absoluté ne renvoie pas à la forme du pouvoir politique mais à son essence.

l'écriture, de sa profession bureaucratique. Cette identité qui repose sur un savoir et des symboles donne un droit : celui de la prise de parole politique. Ce tableau est certes caricatural, mais il met en exergue un élément fondamental : le rôle que joue l'intellectuel dans la relation de la *polis* au politique, laquelle délimite le lieu du pouvoir et de la domination. La séquence post-coloniale au Sénégal voit cette force sociale, elle-même engendrée par la logique coloniale, prendre en charge le champ politique, la construction de l'État et de la Nation. Cette position paradoxale va y donner toute son empreinte à la configuration du politique. Pouvoir politique et pouvoir de la pensée vont se mouvoir à l'intérieur d'un même espace qu'ils vont délimiter et verrouiller en définissant les normes d'inclusion et d'exclusion à la faveur de compétence, d'outils techniques qu'ils sont seuls à détenir. Les deux premières décennies de l'indépendance font apparaître cette réalité à travers un paradigme ternaire dont le pivot est le modèle senghorien ; le modèle marxiste et le "modèle pharaonique", pour reprendre l'expression de Pathé Diagne, constituent les deux termes périphériques du paradigme.

Notre analyse, faut-il le souligner, ne va pas prendre en charge la problématique dans sa globalité². Notre lieu d'ancrage reste le pouvoir politique. C'est à partir de l'espace dessiné par celui-ci que nous allons essayer de voir les procédures intellectuelles de domestication, d'intégration ou de neutralisation du pouvoir de la pensée. La motivation principale de notre choix réside dans la tentative d'une meilleure compréhension du pouvoir politique, de l'État et de sa puissance d'instrumentalisation si, pour reprendre Michel Foucault, le pouvoir est une action sur les actions. L'élément intellectuel n'échappe pas à cette instrumentalisation. Il s'agira de voir comment, à leur gré ou à leur insu, /p. 301/ les intellectuels se sont fait les alliés du pouvoir, dans la construction de l'État et de la Nation donc de la modernité, pour vicier la démocratie et exclure la "société civile" du jeu politique.

L'image et le paradigme

Dans l'imaginaire africain, le Sénégal a toujours été perçu comme une pépinière d'intellectuels. De grands noms tels Léopold Sédar Senghor, Lamine Guèye, Cheikh Anta Diop ont servi de repère à l'itinéraire politique du pays. Mythe ou réalité, cette perception s'autorise d'une légitimation plurielle. Les différents éléments de celle-ci ne pourront être sérieux, voire spécifiés, du fait de leur hybridité et de leur enchevêtrement pour produire une nouvelle dynamique politique et sociale.

L'implantation de l'école occidentale dans un espace empreint d'une culture différente a, en secrétant une élite intellectuelle indigène, bouleversé sinon changé les paramètres du politique. Du reste, l'efficace de l'administration coloniale s'est toujours élaboré autour de pôles d'évaluation et d'adaptation par rapport au contexte social. De l'érosion de l'influence des familles métisses formées dans les écoles des missions catholiques à l'"indigénisation des intellectuels organiques de tradition précoloniale"³, l'administration coloniale a donné la preuve de sa dynamique propre par l'accommodation permanente de l'élément intellectuel. à l'espace et à l'instrument du pouvoir. Cette même logique est à l'origine de la formation des premiers intellectuels autochtones à l'*École des Otages* fondée en 1857 à Saint-Louis. La nécessité d'accélérer la conquête coloniale, décelable dans cette entreprise, découvre parallèlement la matrice assimilationniste de la logique coloniale. Cependant, la formation de cette nouvelle couche sociale par le biais de l'instruction s'est accompagnée d'une réévaluation des valeurs, lieu de production d'une société et d'une culture coloniales. Se dessinent ainsi la connexion de l'intégration d'un segment de la société à la structure du pouvoir, et son impact idéologique à travers la construction d'une mémoire mixte nourrie de sa double appartenance européenne et africaine.

² Des intellectuels traditionnels, leur relation avec les regroupements confrériques ou avec le pouvoir ne seront pas pris en compte dans notre analyse. Le but de celle-ci est d'essayer de montrer la mise en place de la démocratie des lettrés par l'élite politique et l'élite intellectuelle de formation occidentale.

³ Diouf Mamadou (1990 : 8) désigne par l'indigénisation « les procédures par lesquelles l'État colonial a pu intégrer dans son système les intellectuels organiques de la tradition coloniale en les neutralisant, et en les mettant à son service par une redéfinition de ses rôles et fonctions dans la colonie ».

Néanmoins, cette élite de la première heure n'a pas manqué de subvertir la logique coloniale, sensible qu'elle était à la contradiction entre son appartenance politique traditionnelle⁴ et le rôle qui lui était désormais dévolu. Abdoulaye Bathily souligne à cet égard que l'enseignement reçu

se limitait à l'alphabétisation en français, l'apprentissage de quelques notions d'arithmétique et surtout des exposés quotidiens sur la puissance de la France, le sens de sa mission civilisatrice en Afrique etc. (Bathily 1987 : 7).

/p. 302/

Ce schéma a prévalu pendant toute la période qui a précédé l'indépendance avec les instituteurs, les infirmiers, les médecins africains, les commis d'administration etc. Cependant, l'impact de ceux-ci sur la société se mesure moins à leur place dans la logique coloniale (même si elle est déterminante) qu'au rôle qu'ils ont joué dans la prise de conscience des masses sénégalaises pour l'indépendance⁵. Le rayonnement de l'école William Ponty, et la transformation de l'Institut des Hautes Études de Dakar en Université, ont sans doute joué un rôle important dans l'émergence de cette élite nationaliste dont une partie aura séjourné dans les universités de la Métropole. Comme le fait remarquer Abdoulaye Bathily,

les intellectuels coloniaux jouèrent un rôle considérable dans le processus de prise de conscience des masses laborieuses africaines face aux affres du système colonial. Ils donnèrent des cadres au mouvement syndical dans toutes les colonies de l'Afrique française. Ils furent à l'origine de la création des partis politiques et des différents mouvements sociaux qui s'attaquèrent à l'édifice colonial ou s'employèrent à modifier les formes et les bases de celui-ci (Bathily 1987 : 8-9).

Premiers à disposer de l'appareillage théorique nécessaire pour rendre intelligible et décoder la domination coloniale, ces pionniers étaient dès lors placés devant l'alternative d'exiger ou de négocier l'indépendance. Ils le firent à travers des revues comme *Présence africaine*, *La Condition humaine*, dans des organisations de jeunesse et d'étudiants comme la FEANF (Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France), l'UGEAO (Union Générale des Étudiants d'Afrique de l'Ouest), le RJDS (Rassemblement de la Jeunesse Démocratique Sénégalaise) ou le CJA (Conseil de la Jeunesse Africaine) et dans les partis politiques.

Sans doute aussi, l'image d'un Sénégal pépinière d'intellectuels est-elle redevable au rôle joué par l'AESF (Association des Étudiants Sénégalaise en France) au sein de la FEANF. Pour C. Diané, (1990 : 59)

c'est essentiellement à l'initiative de ses dirigeants de l'époque que la FEANF doit sa création et sa survie au travers des difficultés des premières années".

Cette "école où on apprenait à vivre, à penser, à agir en commun (Diané 1990 : 16) a été le lieu d'échange d'expériences, d'évaluation théorique et surtout d'élaboration de stratégies d'action en vue de l'indépendance. Ces différentes raisons justifient et légitiment l'image et ce, en se fondant surtout sur le rôle important qu'a joué l'école. Cheikh Hamidou Kane décrit cette situation avec beaucoup de pertinence et de profondeur /p. 303/. En faisant prendre à un des personnages de *l'Aventure ambiguë* la décision d'"aller apprendre chez eux l'art de vaincre sans avoir raison", C. H. Kane montre l'irruption dans le pays des Djallonés d'une nouvelle dynamique sociale, d'une nouvelle hiérarchie de valeurs dont le fait colonial demeure la référence et l'école, le vecteur principal⁶.

Mieux qu'une pièce maîtresse du dispositif colonial, le fait intellectuel doit être appréhendé comme la subversion de celui-ci. Il a fait coïncider l'espace politique et l'espace intellectuel révélant ainsi une dynamique de l'exclusion. L'interférence de ces deux espaces, en trouvant son lieu d'élection dans la ville coloniale, a exclu un monde rural dont l'encadrement a été laissé aux intellectuels organiques de

⁴ /p. 327/ En fait, ces "otages" étaient des enfants de souverains

⁵ Lo (1985) montre l'importance des instituteurs dans la prise de conscience de leur peuple de par leur fonction et le contact privilégié qu'ils avaient avec les populations.

⁶ À ce propos, Bayart (1989 : 157-158) montre comment l'oligarchie *toorodo* a réussi à s'approprier des innovations telles que l'école, la politique, etc.

la période pré-coloniale intégrés dans un processus d'indigénisation. L'élite maraboutique, disqualifiée par l'école occidentale et les nécessités de la division administrative, s'est vue confinée dans les pays de protectorat, de sujets. On n'assiste pas réellement à un bouleversement de la différenciation établie par la division administrative de la colonie. Paradoxalement, cette dichotomie va informer, par l'entremise du fait intellectuel, l'implication dans le jeu politique, le rapport contestation / collaboration au pouvoir colonial.

Du reste, l'identité de l'intellectuel sénégalais, telle que son histoire la donne à lire, s'est forgée dans ce binôme expertise académique ou scientifique — prise de parole politique. L'expertise conférée par le pouvoir du diplôme et son corollaire la séduction du savoir⁷ noue la relation avec les masses et le pouvoir colonial pour forger l'aura et la légitimité politique. Mais l'élément le plus important, parce que facteur d'exclusion, réside dans le fait que l'intellectuel sénégalais se situe dans un registre linguistique déterminé par le fait colonial. Parler et écrire dans la langue du colonisateur demeure la condition *sine qua non* pour l'acquisition d'un tel statut. Langue de savoir et de pouvoir, le français situe d'emblée l'intellectuel sénégalais dans les lieux de la domination qui voient se dessiner la distorsion entre le social et le politique.

Bien que déterminant, ce critère linguistique ne peut pas à lui seul conférer le statut d'intellectuel. Ce dernier constitue un faisceau convergent de conditions et de situations qui, dans leur interaction, vont produire une nouvelle identité mais aussi une nouvelle fonction. L. S. Senghor, Lamine Guèye, Cheikh Anta Diop, pour ne citer que ces exemples, ont toujours mis en exergue leur compétence scientifique dans le champ académique en tant que grammairien, juriste ou historien. Dans sa préface à *Nations nègres et cultures* Cheikh Anta Diop met l'accent sur ce fait :

toutes ces théories "scientifiques" sur le passé africain sont éminemment /p. 304/ conséquentes ; elles sont utilitaires, pragmatistes. La vérité, c'est ce qui sert et, ici, ce qui sert le colonialisme : le but est d'arriver, en se couvrant du manteau de la science, à faire croire au Nègre qu'il n'a jamais été responsable de quoi que ce soit de valable, même pas de ce qui existe chez lui (...). Il devient donc indispensable que les Africains se penchent sur leur propre histoire et leur civilisation et étudient celles-ci pour mieux se connaître : arriver ainsi, par la véritable connaissance de leur passé, à rendre périmées, grotesques et désormais inoffensives ces armes culturelles (Diop 1979 : 14-15).

L'affirmation de l'expertise n'a de sens que par rapport à l'implication dans l'espace politique, dans la mesure où elle autorise à opposer une fin de non-recevoir scientifique d'abord, politique ensuite, à l'idéologie colonialiste. Dès lors, l'indépendance fut d'abord le fait des intellectuels qui en firent l'axe d'ordonnement d'un discours - décryptage du réel et porteur de valeurs de rupture. La "descente aux abîmes de l'âme noire", pour reprendre l'expression de Senghor, exige, certes, la nécessaire connexion de l'intellectuel et du politique, mais aussi la prise en compte de la production intellectuelle en tant qu'elle est porteuse de valeurs. Si, comme l'affirmait Senghor en 1957,

les intellectuels ont mission de restaurer les valeurs noires dans leur vérité et leur excellence, d'éveiller leur peuple au goût du pain et des jeux de l'esprit, par quoi nous sommes hommes (Senghor 1964 : 19),

alors la thèse de la négritude ou celle de l'Égypte nègre défendue par Cheikh Anta Diop n'ont de pertinence théorique que par rapport à la finalité politique qu'elles s'assignent et qui demeure leur légitimation. Pareille assertion peut paraître péremptoire si elle ne trouvait confirmation dans ce que Thomas Hodgkin appelle

the nationalist answer to the myth of African barbarism, et qu'il justifie ainsi : But perhaps the most important and deeply felt, aspect of the nationalist answer to the myth of African barbarism is the new stress placed on the qualities of pre-European African societies (Hodgkin 1957 : 174).

D'un messianisme ne s'embarrassant pas de doute, l'intellectuel sénégalais aborde la séquence de l'indépendance avec des certitudes que l'histoire se chargera de conforter ou d'ébranler. Avec ce rôle

⁷ La séduction du savoir n'est pas sans rappeler ce que Gramsci nommait "l'éloquence, agent moteur extérieur et momentanément des sentiments et des passions".

qu'il a désormais fait sien, il s'installe de façon irrémédiable dans la logique que lui imposait déjà le pouvoir colonial, savoir son arrimage à la centralité /p. 305/ du politique, le pouvoir ne pouvant la récuser sans tourner le dos à une certaine modernité qui l'a fait naître mais qu'il n'a certes pas produite. C'est dans cette perspective que nous aborderons l'analyse des rapports entre le pouvoir et les intellectuels au Sénégal de l'indépendance à nos jours même si, comme le souligne Amin Khan à propos du cas algérien :

forger un discours dans l'état actuel de la formation du champ intellectuel et des instruments de son analyse, mènerait à occulter l'impossibilité à élaborer une totalité qui fasse sens alors que les repères empruntés ne prennent leur validité que par la fixation / fiction du discours en question (Khan 1990 : 266).

Aussi, partions-nous d'un présupposé méthodologique, le paradigme socratique⁸, qui nous permettra de circonscrire le *topos* de la relation du politique à la pensée. En effet, la figure paradigmatique de Socrate illustre bien la conflictualité expansion / annihilation qui soutient la relation entre le pouvoir du politique et celui de la pensée. Cependant, ce paradigme socratique appelle deux remarques :

* d'une part, les intellectuels représentent un pouvoir réel, celui de la pensée. Nous pouvons à ce titre faire notre l'affirmation de Raymond Aron pour qui "la tendance à critiquer l'ordre établi est pour ainsi dire, la maladie professionnelle des intellectuels". (Aron 1962 : 210). Seul ce pouvoir de la pensée peut conférer une caution morale au politique. Le questionnement du pouvoir de la pensée sur le présent et le futur se fait toujours au nom d'une Vérité, au nom de certaines valeurs car "c'est l'intellectuel qui transforme le concept de monde en une question de sens"⁹. L'absoluité de son pouvoir résulte de la liberté normative de la raison. C'est en cela qu'elle dérange le confort moral du politique : le pouvoir de la pensée s'érige comme un pouvoir de sanction qui en réfère toujours à l'arbitrage des idées, voire de la compétence de l'expertise ;

* d'autre part, parce que l'absoluité est valable pour l'un et l'autre pouvoir, il y a toujours tentative de domestication de la pensée par le politique selon des modalités particulières que seule l'histoire permet d'appréhender et d'évaluer.

Nonobstant la conflictualité mise en relief, une mise au point s'impose : la référence universelle et universalisante du paradigme tend à en évacuer toute historicité dès lors que sa propre véracité transcende toute détermination particulière. En outre, sa fonctionnalité se trouve subordonnée à sa capacité à donner sens et intelligibilité à une détermination particulière, à une situation historique donnée. Il s'agira de voir comment /p. 306/ ce paradigme s'est incrusté et naturalisé dans l'espace sénégalais, comment s'est opérée sa réinvention en fonction d'une histoire donnée et de paramètres socio-économiques déterminés.

L'ère des idéologues ou la mise en place du paradigme ternaire

L'accession à la souveraineté nationale va imposer, surtout à la classe dirigeante, un double impératif :

* d'une part, la construction de l'État et de la Nation sénégalaise avec le vote de la constitution comme acte fondateur,

⁸ La condamnation de Socrate est révélatrice de la conflictualité inhérente au rapport du pouvoir politique et celui de la pensée. Le "corrupteur de la jeunesse", selon l'acte d'accusation, a été condamné à boire la ciguë. Cependant ses développements sur l'immortalité de l'âme montrent que la meilleure "façon de se débarrasser des censeurs" n'est pas de leur fermer la bouche. Voir à ce sujet Platon, *Apologie de Socrate*.

⁹ Voir Weber (1963 : 124-125). L'éclairage de cette définition permet de mieux comprendre celle de Souleymane Bachir Diagne quand il dit de l'intellectuel que « c'est quelqu'un dont le poids moral est plus grand que celui d'un simple citoyen. Ce n'est pas la parole d'un diplômé. C'est un peu plus que cela car ce que l'on est droit d'attendre de lui est entaché d'une connotation morale », *Sud Hebdo*, 88, janvier 1990.

* d'autre part, le développement économique et social avec l'État comme lieu d'impulsion.

Cette double perspective, constructiviste par essence, devra donner effectivité à ces deux paramètres, l'un institutionnel et politique, l'autre économique et social en s'appuyant sur ce que Momar-Coumba Diop et Mamadou Diouf appellent "le triangle idéologique" : négritude, francophonie et socialisme africain (Diop et Diouf 1990 : 251). Cette réinvention ou réappropriation du politique est une construction théorique, une opération intellectuelle qui sert de soubassement à l'action du pouvoir. On peut d'ores et déjà mesurer tout l'impact de la figure de Senghor qui, dans une certaine mesure, circonscrit la centralité de la problématique politique au Sénégal. Intellectuel, chef de parti, chef de l'État, il fait fonction d'horizon théorique : son empreinte se lit dans l'occupation d'un cadre institutionnel, le régime présidentiel, comme lieu d'impulsion de la mise en pratique de la négritude. C'est pour cette raison que Mamadou Diouf affirme que

la vision intellectuelle de la classe dirigeante est claire. Elle rejoint le discours nègre de Senghor, discours qui dépasse les frontières du Sénégal. Elle circonscrit un espace d'exercice du pouvoir, un pouvoir moderne qui n'a nul besoin des traditions historiques anciennes. La démarche est celle de la création d'une nouvelle logique sociale d'intégration nationale (Diouf 1989 : 16).

Si la négritude informe le pouvoir, c'est dans la mesure où elle lui permet d'élaborer un discours identitaire, instrument efficace pour construire et consolider l'unité nationale. Celle-ci doit restituer un universel sénégalais qui, à défaut d'avoir une histoire propre, va résulter d'un bricolage théorique et de la fabrication d'une mémoire à venir. Évacuer l'histoire aristocratique, citadine et wolof, pour restituer un faisceau de valeurs déterritorialisées, telle doit être la trame de la négritude. Ce faisant, elle devient la référence d'un discours identitaire en ce sens qu'elle subvertit la tradition orale, qu'elle déconstruit l'histoire locale des micro-espaces et crée par là une mémoire collective sénégalaise. Ainsi, /p. 307/ ce travail de bricolage de la négritude va-t-il opérer, dans l'optique du discours identitaire, la transmutation de faits historiques fortement marqués par leur territorialité, en valeurs universelles qui vont participer à l'élaboration de l'Idée de nation mais aussi à son effectivité, sa réalisation. L'évocation de Lat-Dior dans l'hymne à la jeunesse montre bien ce travail de bricolage, par la "défaite que la chanson transforme en victoire" (Diouf 1989).

Dès lors, le "braconnage" dont parle Mamadou Diouf se trouve légitimé par le discours identitaire, la négritude étant circonscrite par ces deux paramètres que sont l'enracinement et l'ouverture. L'évacuation de l'histoire ne peut être porteuse de "valeurs noires dans leur vérité et leur excellence" qu'en laissant le griot (intellectuel d'une autre ère) braconner à la frontière ; par ce fait, elle offre à la négritude, mais aussi au discours identitaire, un de ses repères — l'enracinement — lequel s'avère factice en jouant le rôle de présupposé théorique et de mode de légitimation pour la nécessaire connexion à la modernité, à l'ouverture. C'est à ce niveau peut-être, qu'il faut souligner ce que nous avons appelé ailleurs "la ruse de la logique unitaire" (Diaw 1990 : 5) : le paramètre de l'enracinement mis en avant par la théorie de la négritude n'est point l'exhumation de l'histoire ou du passé, encore moins une récapitulation / restitution de valeurs fondamentalement, authentiquement africaines. Le glissement permanent de sens et de référence permet au discours de la négritude de nier l'existence de valeurs africaines tout en les posant comme données *a priori*¹⁰. Du reste, l'idée même de valeur devient la preuve la plus patente de ce travail de bricolage : la valeur, comme la tradition, est une auto-création permanente, un réajustement que le discours opère sur lui-même par rapport à une référence qui le légitime.

Si Senghor s'autorise de la référence aristotélicienne de *poïesis* c'est pour mieux faire admettre l'idée d'une négritude qui est avant tout philosophie de la fabrication, de la création. Il s'agit de mettre en oeuvre "une vision neuve du monde dans lequel l'homme est inséré, incarné" (Senghor 1983 : 28), espace où pourront rayonner "une nouvelle philosophie, une nouvelle littérature, un nouvel art, une nouvelle économie, une nouvelle société, bref, un nouvel *homo senegalensis*" (Senghor 1980 : 236). On serait presque tenté d'ajouter à cela : avec de nouvelles valeurs, les siennes propres. De fait, la

¹⁰ La négation est moins négation de la Négritude comme particularisme culturel que négation des micro-particularismes à l'intérieur de la culture noire. C'est ce présupposé qui rend possible, d'une part, la *poïesis* de fabrication et, d'autre part, la présence au banquet de l'Universel.

négritude s'organisant autour du schéma de la nouveauté et de la modernité est essentiellement ouverture sur l'histoire universelle :

ce que nous devons exprimer, ce ne sont pas les idées des Damels et des Teignes, ni ceux des paysans africains du XVIII^{ème} siècle (...). Les négro-africains (...) sont /p. 308/ celui de la physique nucléaire et de l'anticolonialisme, le monde de l'autonomie et de l'interdépendance en même temps (Senghor 1957).

La négritude n'a pu informer le discours identitaire du pouvoir que parce que l'histoire de *l'homo senegalensis* n'était pas déjà advenue mais à-venir. L'alchimie génératrice de la Nation sénégalaise, au-delà des particularités ethniques, religieuses, régionales ou de caste, mais aussi par-delà l'artificialisme résultant du tracé des frontières, devient l'axe d'ordonnement de l'action du pouvoir. Peu importe que cette idéologie culturelle soit juste ou non. Il reste qu'elle a servi de substrat à l'action politique du pouvoir en la combinant au socialisme africain.

L'option idéologique, justifiée par la nécessité du raccourci, peut faire penser, de prime abord tout au moins, à la réalisation d'un consensus entre la classe dirigeante, les marxistes et l'intelligentsia fortement marquée à gauche. Il n'en n'est rien. Senghor spécifie, après la critique des tenants d'"un marxisme en pilules", la nécessité

construire un socialisme scientifique, en partant de Marx et d'Engels, bien sûr, mais en les enrichissant d'autres pensées et d'autres expériences socialistes, vécues de par le monde, mais surtout en s'enracinant dans les réalités négro-africaines, sénégalaises (Senghor 1976 : 38).

Ce choix idéologique participe pleinement à la philosophie de la *poiesis* tout en traduisant sa complétude. Pour autant, il n'y a pas de contradiction entre la référence à l'histoire, à l'enracinement et l'irrecevabilité de ta théorie marxiste affirmée jusque dans la dénomination marxienne. La relecture de Marx et d'Engels, la mise en œuvre d'une voie sénégalaise du socialisme africain constituent un réajustement opéré par le discours sur lui-même. On peut appréhender tout le jeu politique qui préside à ce choix idéologique : d'une part, se doter d'une légitimité solide par l'ancrage dans la culture et les traditions, ce qui permet parallèlement d'occulter un choix économique qui ne cherche pas fondamentalement à résorber les inégalités ; d'autre part, couper les marxistes et l'intelligentsia de gauche de toute référence culturelle, donc de tout contact réel avec le peuple ¹¹.

Alors, la voie sénégalaise pourra emprunter au marxisme trois schèmes, l'homme, la planification et la justice sociale en les déconnectant d'un élément essentiel, la lutte des classes, pour les réorganiser autour du *topos* politique par excellence : l'État. Le contenu du premier plan quadriennal est édifiant à cet égard. On comprend mieux maintenant en quoi, avec sa négritude, Senghor a joué le rôle d'horizon théorique "indépassable". Le couple négritude-socialisme africain ou sénégalais est /p. 309/ devenu le pôle de référence pour la production de sens et de savoirs, pour l'évaluation et la critique. Même certaines sciences exactes, en l'occurrence la mathématique, n'ont pu échapper à ce référentiel unilatéral de la Négritude. Il reste que la sollicitation des intellectuels par le pouvoir est fonction de l'interaction de trois logiques :

- * la première, d'ordre purement théorique, est celle que nous avons développée dans le paradigme socratique et qui se nourrit d'une certaine conflictualité. Néanmoins, en mettant l'accent sur la conflictualité, on perd de vue un aspect important de cette logique, c'est-à-dire l'illusion. La communauté de langage entre le pouvoir politique et le pouvoir de la pensée marque la ligne de partage et l'exclusion des acteurs non initiés de cet espace. Si la modernité est l'argument de légitimation pour l'État, et si l'école est vecteur de modernité, on peut s'interroger sur la conflictualité évoquée. Le discours des intellectuels sénégalais, en s'inscrivant dans un cadre institutionnel, n'a jamais eu que le pouvoir comme interlocuteur institutionnel. Pour Laurin-Frenette (1983 : 125)

¹¹ "Le problème majeur du socialisme, c'est moins de supprimer les inégalités de classe au sein d'une même nation que celles-là qui existent entre peuples nantis et peuples prolétaires, entre pays développés et pays en développement". (Senghor 1976 : 24). On nie la dimension interne du problème de l'inégalité (lutte des classes) pour ne prendre en charge que son aspect international.

le discours participe à la domination lorsqu'il se produit et s'entretient dans les lieux et les places du pouvoir, du système politique au sens large. Certaines de ces places sont occupées par les intellectuels ; il y en a plusieurs types, dans différents secteurs : l'enseignement et la recherche universitaire, le journalisme et d'autres médias, les partis etc.

- * la seconde est économique. La construction de la nation sénégalaise et la réalité de son développement ont imposé au pouvoir la collaboration des intellectuels qui devenaient *ipso facto* facteur de développement. Dans son discours de clôture au colloque sur les *politiques de développement et les diverses voies vers le socialisme*, Mamadou Dia soulignait déjà ce problème en indiquant que “les différents systèmes d'enseignement étaient plus conçus en vue de la sélection d'élites que la promotion générale de la population” (Dia 1962). Le danger que ces *happy few* ne se transforment en “classe de privilégiés” au nom de leur seul statut d'intellectuels n'a pas échappé à l'analyse de Mamadou Dia. Cependant, il a omis ou oublié que le pouvoir lui-même va participer à la fabrication de cette classe privilégiée par le système de cooptation et de distribution de prébendes. Tous ceux qui ne pouvaient monnayer ou brader leur identité d'intellectuel étaient purement et simplement marginalisés.
- * la troisième est d'ordre politique. C'est à ce niveau principalement que va se lire la réinvention du politique. La perspective /p. 310/ constructiviste au Sénégal va se heurter à un problème d'autant plus fondamental qu'il se révèle presque insoluble : faire suivre d'effets conséquents les présupposés du socialisme démocratique. Le discours identitaire du pouvoir, informé par la négritude, ne peut s'accommoder d'opinions politiques diverses, d'options idéologiques et doctrinales plurielles, même si la constitution permet aux partis politiques de s'organiser librement en respectant la légalité et la démocratie. La crise de 1962, par ses effets, ajoute une difficulté supplémentaire en instaurant à la place de l'exécutif bicéphale un présidentielisme sans ambiguïté. Le président détermine et conduit la politique de la nation : il est le chef de l'administration et des armées. Cette position de préséance est accentuée par le fait que le parlement ne dispose d'aucun moyen d'action ni sur le président, ni sur les ministres ; cette concentration de pouvoir est légitimée par la “nécessaire” consolidation de l'unité nationale.

Le pouvoir va surmonter la contradiction entre la norme constitutionnelle et son impératif politique, non pas en imposant un parti unique, mais en affirmant pratiquer le rassemblement¹². En évitant ainsi la mesure anti-constitutionnelle, la démarche du pouvoir reste conforme à la logique unitaire si, pour celle-ci, “l'essentiel est l'unanimité d'un peuple, et non telle ou telle doctrine, si excellente qu'elle puisse être”¹³. Pour ce faire, un “processus d'assimilation réciproque des élites” est mis en place et comme le dit Bayart, l'État se révèle être la matrice de ce rassemblement. Intégrer les intellectuels à la matrice du politique, c'est asservir leur potentiel critique, leur imposer un champ d'application. La fonctionnalité et la pertinence de la logique unitaire dépendent de son aptitude à transformer les intellectuels en idéologues, c'est-à-dire leur donner “pour fonction de justifier et de masquer l'oppression de la classe dominante sur des classes exploitées” (Bon et Bournier 1971 : 3). L'édification d'une nation sénégalaise développée, tant sur le plan matériel que culturel, fait valoir la collaboration ou le rassemblement comme exigence politique où intellectuels et État sont réduits à une fonction purement instrumentale. La stratégie de rassemblement visant l'assimilation des élites dans le parti unifié s'est poursuivie au-delà de l'accession à la souveraineté nationale jusqu'en 1966, date de réintégration à l'UPS des dissidents qui avaient formé le PRA. Le pouvoir a mené parallèlement une politique d'assimilation et une opération de marginalisation afin de se consolider et de donner suite à son propre projet. Les contacts entre le pouvoir et le PRA, de 1962 à 1963, aboutissent à un constat, l'absence de divergence profonde au niveau doctrinal et programmatique. Le seul point réel de désaccord a porté sur le partage des responsabilités /p. 311/ politiques et gouvernementales. Aussi, la création du PRA-Rénovation et sa fusion avec l'UPS en 1964 n'apporte pas de solution définitive : des

¹² Après les événements de 1962, Senghor affirme franchement la nécessité de constituer un parti unique. Vf. Lo (1985 : 95).

¹³ Cf. Senghor (1971 : 261). En dehors des conséquences institutionnelles de la crise de 1962, dont la principale est la mise en place de l'Exécutif monocéphale, se dessine une logique d'inclusion et non d'exclusion selon laquelle les opposants doivent être amalgamés et non éliminés. Voir à ce sujet : Bayart (1989 : 210).

intellectuels et non des moindres restaient à l'écart. Il a fallu une seconde tentative assortie de la remise de peine de Abdoulaye Ly pour aboutir, en 1966, à une solution définitive avec, à la clé, un partage précis de portefeuilles ministériels. Le remaniement de juin 1966 avec Amadou Mactar Mbow à l'éducation nationale, Abdoulaye Ly à la santé et Assane Seck aux affaires culturelles, constitue, s'il en est besoin, une preuve indiscutable de la politique d'unification du pouvoir et de la part importante qu'y jouent les intellectuels.

Cette stratégie d'intégration ne peut être appréhendée comme une démarche ponctuelle, voire conjoncturelle ; elle relève de la logique du pouvoir senghorien. Elle sera utilisée à l'égard du BMS (Bloc des Masses Sénégalaises) avec Cheikh Anta Diop comme secrétaire général. Les discussions suggérées par le Khalife général des Mourides, Serigne Falilou MBacké, aboutissent en octobre 1963 à l'intégration d'une partie des militants à l'UPS et à l'arrêté qui prononce la dissolution du BMS. Le Front national sénégalais, créé par Cheikh Anta Diop en novembre de la même année, n'échappera pas non plus à la dissolution par décret. Les nombreux "diaïstes" qu'il attira en sont la cause.

La motivation politique de cette démarche ne réside pas vraiment dans l'unification, porteuse de consensus, même si celle-ci reste la seule finalité. La nécessité de l'animation et de la critique constructive doit s'effectuer par la cooptation des intellectuels, leur intégration dans le parti au pouvoir afin d'éviter toute expression polyphonique du politique. Un tel procédé, plus que la force du pouvoir, traduit la volonté de nier toute alternative possible à sa propre politique concomitante à l'émergence d'une classe dominante. Du reste, la stratégie du pouvoir vis-à-vis des intellectuels n'a pu être opérationnelle qu'à l'intérieur d'un espace codé où l'appartenance politique, ou idéologique sert de repère. Si la cible, dans la stratégie du pouvoir, reste le parti politique, qu'il ait pour nom PRA ou BMS, il n'en demeure pas moins que la motivation principale, mais non exclusive, reste la subordination des intellectuels qui y sont présents. Parti de masse ou de rassemblement, l'UPS ne pouvait justifier sa prévalence qu'au nombre de "têtes cooptées", facteur de dynamisation et mesure de la caution qu'il pouvait attendre de l'extérieur.

La logique du parti unique est celle de l'inclusion ou de l'incorporation qui se nourrit d'une longue tradition de compromis, de ralliement et de réconciliation et ce, eu égard à un État vecteur et producteur d'inégalités auquel l'indépendance a donné un accès direct aux richesses. Les difficultés économiques ont été décisives dans la construction de l'État post-colonial en cela qu'elles ont contribué à l'effritement du mot d'ordre /p. 312/ d'indépendance nationale. Les intellectuels "hors pouvoir" subissent des pressions de la bourgeoisie bureaucratique et d'ordre familial. Ces dernières sont d'autant plus importantes qu'elles émanent d'un contexte social qui ne reconnaît pas le statut d'individu autonome, libre de ses choix et de ses actes mais celui d'élément social fortement ancré dans l'entité familiale. Ces différents paramètres ont contribué objectivement à la défection de bon nombre d'intellectuels des organisations démocratiques pour le pouvoir UPS d'autant plus que "la position par rapport à l'appareil étatique détermine encore le statut social, la forme de la relation à l'économie et la puissance matérielle"¹⁴. La reconnaissance sociale reste tributaire du statut économique. Aussi, n'est-il pas étonnant que beaucoup d'intellectuels du parti au pouvoir soient des transfuges ayant une culture de gauche.

En fait, l'État post-colonial s'est aménagé un espace d'autonomie par rapport à la société, reléguant celle-ci à la périphérie au lieu d'être le promoteur de son développement. Par le soutien mercenaire et le clientélisme, par l'appui des forces maraboutiques et la participation dans le domaine syndical, l'État senghorien s'est déconnecté de la périphérie, lieu des archaïsmes et des cultures populaires, de l'analphabétisme et de la tradition. Négritude, francophonie, socialisme africain : le triangle idéologique senghorien élit domicile dans la ville et désigne l'élite intellectuelle de culture occidentale comme interlocuteur ; peu importe son appartenance idéologique. Aussi, l'élite intellectuelle a volontairement contribué au jeu de Senghor. Celui-ci a circonscrit le champ politique en faisant coïncider ses limites avec celles de l'espace intellectuel, imposant des repères qui ne pouvaient être identifiés que par les seuls lettrés, renforçant la mainmise de la petite bourgeoisie sur l'appareil d'État¹⁵. C'est ce qui explique peut-être la stabilité du politique (la seule véritable crise de l'État étant

¹⁴ Balandier cité par Bayart (1990 : 99).

¹⁵ Cf. le chapitre rédigé par Mamadou Diouf.

celle de 1962) et le non recours à un autoritarisme véritable comme instrument de gouvernement, procédé largement utilisé en Afrique.

L'Université, lieu de la contestation et de la liberté académique, n'échappe pas au dispositif stratégique du pouvoir senghorien. Ce dernier n'arrive pas à désamorcer une contestation estudiantine, dont mai 68 constitue le paroxysme et ce, malgré des mesures de rétorsion de plus en plus violentes et arbitraires. La dureté de la répression prouve sans aucun doute que l'enjeu de la contestation outrepassa le domaine pédagogique : est affirmée une opposition au pouvoir sur la base d'une thématique marxiste et nationaliste¹⁶. Le statut particulier et le mode de fonctionnement autonome de l'université ont contribué plus ou moins à mettre les enseignants à l'abri de la répression académique. Cependant, l'existence de quelques exclus, dont le plus célèbre est Cheikh Anta Diop, revêt une /p. 313/ importance particulière. D'une part, elle montre, de façon conjoncturelle tout au moins, la complicité de l'institution universitaire, et d'autre part la difficulté de la politique de rassemblement mise en pratique par le politique. Il est vrai que des conditions d'existence de plus en plus dures surtout pour les assistants, une expression politique de plus en plus radicale qui trouve un champ d'élection sur le terrain académique, font de l'université un agora auquel le pouvoir politique ne peut rester indifférent. Le paradoxe complicité/exclusion, en exhibant la manière dont le politique aménage la marge de sa propre contestation traduit, dans une certaine mesure, la logique du paradigme ternaire.

Le modèle senghorien, en s'appropriant les instruments de gestion du pouvoir dans la séquence post-coloniale et en s'érigeant en pôle de référence, met en place une logique unitaire dont la conséquence principale réside dans l'élaboration d'un paradigme ternaire. C'est à travers ce prisme que peut se lire toute la problématique politique au Sénégal avant l'instauration du multipartisme. Le modèle "pharaonique" et le modèle marxiste, éléments périphériques du paradigme ternaire, rendent compte de la transmutation de la logique unitaire du pouvoir en logique de l'enfermement, laquelle est facilitée par une histoire commune (la référence à la colonisation), et surtout par une situation identique à l'intérieur de la nouvelle problématique politique qui se confond avec la centralité de l'État.

Comme pour le modèle senghorien, la fonctionnalité du modèle pharaonique réside dans l'articulation de l'espace théorique et de l'espace politique, le premier servant de grille de lecture et d'intelligibilité du second. L'indépendance nationale et politique, matrice organisatrice du modèle, n'a de sens que parce qu'elle trouve son prolongement dans la constitution d'un État fédéral, lequel nécessite des présupposés théoriques et scientifiques à vocation légitimatrice¹⁷. Le modèle s'érige d'abord en espace d'écriture et de réécriture de l'histoire, c'est-à-dire en un lieu de dévoilement du sens et de la vérité historiques longtemps travestis par la vocation universalisante de la culture et de la civilisation européennes. Réécrire l'histoire devient alors un travail de démythification et de démystification dont le premier acte s'avère être une analyse régressive, archéologique. L'exhumation de l'Égypte pharaonique, soutenue par le témoignage des anciens (Hérodote, Aristote, Strabon) comme argument d'autorité, permet à Cheikh Anta Diop d'une part, de démontrer l'antériorité et la négrité de la civilisation égyptienne, et d'autre part, d'établir la continuité historique entre le berceau nilotique et les sociétés négro-africaines.

Dans cette optique, la corrélation logique entre l'histoire et la linguistique permet de fonder et de légitimer l'unicité de la référence historique /p. 314/ et culturelle, laquelle disqualifie l'argument anti-fédéraliste. Parce que son idée de nation comme projet politique s'inscrit d'abord dans le champ de l'histoire qui est le lieu de sa réécriture, le modèle pharaonique ne devient lisible que pour des intellectuels et ce, malgré le statut, l'importance et la promotion des langues nationales. Encore une fois, et à l'image du modèle mis en pratique par le pouvoir, la communauté de langage et l'expertise académique fondent la prise de parole politique.

¹⁶ Cf. le chapitre rédigé par Momar-Coumba Diop

¹⁷ Voir à ce sujet Cheikh Anta Diop (1974 : 5-6). « On croit pouvoir ainsi suppléer à l'absence d'idées, de souffle, de perspectives révolutionnaires par un langage injurieux, extravagant et ténébreux, oubliant que la qualité essentielle du langage authentiquement révolutionnaire est la clarté démonstrative fondée sur l'objectivité des faits, leurs rapports dialectiques, et qui entraîne irrésistiblement la conviction du lecteur lucide ».

L'efficace du modèle senghorien réside dans sa capacité à enfermer tout autre modèle dans la déconnexion du politique et du social¹⁸. Le modèle marxiste n'échappe pas à la logique unitaire qui l'enferme dans le paradigme ternaire. Il a en partage avec les deux autres modèles la communauté d'histoire et la subversion de la logique coloniale par la lutte pour l'indépendance nationale. Sa particularité, qui est peut-être sa faiblesse, réside dans la "contradiction" dont sont porteurs les partis marxistes. Porte-parole de la classe ouvrière, les partis marxistes sont souvent qualifiés de partis d'intellectuels. Il en résulte une "incapacité" à penser leur implication dans la lutte des masses ou à se penser comme partis ouvriers. La méfiance des ouvriers à l'égard des intellectuels et la culpabilité intériorisée par ces derniers, toutes deux liées à leur statut de petits-bourgeois et à leur rapport à la culture expliquent la difficulté pour ces partis à fixer leur potentiel intellectuel même si celui-ci reste incontournable au regard de l'idéologie marxiste (Bathily 1986 : 18-19). Une réflexion franche sur le statut des intellectuels ne verra le jour qu'avec l'accession des intellectuels aux postes de direction dans leurs partis. La situation de l'intellectuel marxiste dans son parti illustre la subordination de la pensée au politique : le cursus universitaire des militants, les axes de recherche, la programmation dans le temps des recherches peuvent se faire en fonction des stratégies du parti. Cette prise en compte de l'expertise scientifique par le parti est corrélative à la recherche d'une certaine légitimité dans l'optique de l'exercice du pouvoir. L'autre difficulté à laquelle est confronté ce modèle réside dans le fait que

dans la plupart des cas, l'adoption du marxisme semble relever beaucoup plus du mythe fonctionnaliste d'une modernisation radicale avec son corollaire l'industrialisation. Et c'est ainsi que les intellectuels marxistes restent aveugles aux autres manifestations de la sociabilité et figures des luttes socio-politiques (Diouf 1990 : 12).

Le modèle marxiste n'a pu échapper à la déconnexion du politique et du social, laquelle fige la problématique politique dans la centralité de l'État. La nature confrérique de l'Islam au Sénégal, les accointances du pouvoir politique et de l'élite maraboutique ont certainement limité la /p. 315/ réceptivité de ce modèle. Même s'il a animé le débat idéologique, ce modèle a souffert de la clandestinité et de la crise économique qui a entraîné de nombreuses défections. Malgré une résistance constante de l'intelligentsia, la première décennie de l'indépendance voit le modèle senghorien imposer sa propre logique, celle du paradigme ternaire. En occupant le centre du pouvoir, en ayant la mainmise sur l'appareil administratif et la structure économique, le pouvoir senghorien a réussi à reléguer à la périphérie les modèles pharaonique et marxiste. Cependant, cette configuration du politique au Sénégal atteint ses propres limites dans les années 70 où les contestations et adaptations du régime sont mises à nu.

La contestation sociale atteint un niveau sans précédent en 1968 et 1969, l'opposition clandestine se radicalise de 1970 à 1975. Les grèves se succèdent dans l'institution scolaire et universitaire. Pour le pouvoir, la gauche intellectuelle marxiste n'est pas étrangère à cette vague de contestation¹⁹, L'arrivée sur la scène politique de nouveaux diplômés de l'enseignement supérieur, conscients de leur expertise et de leur savoir-faire, et cherchant à mettre en cause le leadership de la première génération constitue le fait le plus marquant de cette période. Ces deux facteurs vont obliger le pouvoir à bâtir un dispositif en deux temps :

- * dans un premier temps, le pouvoir cherche à reprendre l'initiative dans le débat idéologico-politique en mettant en place des structures de réflexion : le Club Nation et Développement en 1969 (qui a la particularité d'être ouvert à tous) et le Centre d'Études et de Recherches

¹⁸ Le pouvoir senghorien n'a jamais perdu de vue l'élément nodal du modèle pharaonique contenu dans l'affirmation suivante : "la révolution africaine passe par la restauration de la conscience historique". La portée scientifique d'une telle révolution explique peut-être le fait que Cheikh Anta Diop ait été laissé en marge de l'enseignement universitaire, en dehors d'un contact permanent et fructueux avec la jeunesse estudiantine. La réceptivité de celle-ci, réelle ou supposée, à la remise en cause de la tradition intellectuelle propre à l'Occident, d'un certain discours africaniste "figure théorique de l'impérialisme" a motivé certainement le pouvoir. La décolonisation conceptuelle ou la réforme de l'entendement pour poser l'Afrique comme objet de discours devient un programme scientifique et politique sans réel danger pour le pouvoir qui impose le lieu du discours : l'IFAN. L'Institut de recherche n'est pas le lieu du dialogue et de la persuasion par définition. Voir à ce sujet Ela (1989).

¹⁹ /p. 328/ Voir l'analyse de Momar-Coumba Diop dans cet ouvrage.

Socialistes en 1970. Dans la même mouvance, le mouvement des enseignants membres de l'UPS fait l'objet d'une réorganisation ;

- * dans un second temps, est créé le PDS qui se définit comme un parti de contribution. Il importe de souligner que le projet de manifeste signé par 200 cadres sénégalais n'avait pas pour objectif principal la création de ce parti (Wade 1975 : 6).

Ce dispositif de riposte permet-il au pouvoir de reprendre réellement l'initiative, d'adapter sa logique à la situation ? À l'exception de la marginalisation de la gauche marxiste, ruinée par des querelles intestines qui iront s'amplifiant avec la légalisation du PAI de Majmout Diop, la réponse ne peut être que négative. La cooptation d'une intelligentsia modérée par le biais du PDS ne désamorce pas l'agitation politique ; l'arrestation des responsables de *Xarebi* en 1975 en est une preuve. Au sein du Club Nation et Développement, la nouvelle intelligentsia du parti élabore un échafaudage théorique pour asseoir sa légitimité toute faite de technocratie. La réaffirmation du rôle des intellectuels dans la modernisation doit sonner le tocsin de la "politique politicienne". En mettant l'accent /p. 316/ sur l'absence de démocratie efficiente, on exhibe la critique du scénario de modernisation mis en place et la disqualification de ces "élites pré-fa-briquées", militants de la première heure. Par ailleurs, il ne faut pas s'y tromper. La critique n'est pas pour connecter l'État à la "société civile" ou ce qu'on tient pour telle. Pour cette nouvelle génération, la prééminence intellectuelle trouve sa place dans une idéologie nationaliste certes, mais profondément élitiste.

Le pluralisme politique limité, instauré en 1976, ne va pas dans le sens d'une rupture fondamentale avec la problématique politique constituée par la centralité de l'État, mais opère un réaménagement de l'appareil étatique afin de donner une place à ces technocrates. Du reste, le Club Nation et Développement a servi de tremplin à certains intellectuels pour accéder à l'appareil gouvernemental. Cette nouvelle pratique, qui ne bénéficie pas de l'assentiment de la vieille garde senhorienne, va dans le sens des options de la Banque Mondiale et du FMI qui tendent à court-circuiter les partis politiques et les populations au profit de solutions technocratiques. Dans le même temps, la virulence de la lutte pour la reconnaissance officielle des partis politiques, support du projet contre-hégémonique de la gauche intellectuelle, ne se désamorce pas. De l'ASD à la COSU, la gauche intellectuelle focalise le débat politique sur un thème central : la concrétisation de l'aspiration à la liberté par l'instauration d'un régime démocratique.

L'ère des idéologues s'achève avec une génération qui passe le témoin presque malgré elle à une nouvelle, celle qui décline son identité technocratique. Différents paramètres vont se combiner pour parachever ce processus :

- * une morosité économique internationale avec ses retombées sur le plan national ;
- * des fautes de gestion orchestrées par le pouvoir pour sa consolidation à travers le soutien mercenaire, le clientélisme politique ;
- * une option de développement qui a péché par l'absence de démocratie, c'est-à-dire la nécessaire connexion de l'État et de la "société civile" ;
- * une politique qui n'a jamais su neutraliser totalement l'élément intellectuel, malgré le paradigme ternaire.

La construction de l'État post-colonial sur le modèle proposé par Senghor amis en évidence l'intelligence de ce dernier de par sa capacité à circonscrire le champ politique en fixant les règles du jeu. Senghor a alimenté l'effervescence intellectuelle, culturelle, artistique, cela tient certainement à sa personnalité d'humaniste, d'homme de lettres et de culture mais certainement aussi au fait que pour la gauche, la production intellectuelle n'a jamais pu se départir de l'activité politique. Le cinéaste /p. 317/ et romancier Ousmane Sembène en est un exemple édifiant. En outre, pour beaucoup d'intellectuels l'opposition à la politique du moment s'est limitée à l'opposition à l'homme Senghor.

Du crépuscule des idoles à l'aurore de la technocratie

Le départ de Senghor et la mort de Cheikh Anta Diop symbolisent d'une certaine manière une "rupture" dans l'histoire politique et intellectuelle du Sénégal. La disparition des deux grands hommes de la scène sénégalaise inaugure le "crépuscule des idoles" : idoles sur le plan intellectuel, ces deux

figures ont constitué des lignes de fracture au sein de l'intelligentsia en se donnant comme pôles de référence. Deux schèmes de pensée, deux idéologies mais aussi deux projets politiques ; la négritude de l'un et l'égyptologie de l'autre ont cheminé sur deux voies parallèles, se gardant toujours de frôler l'intersection, s'interdisant trop souvent la proximité, comme si l'existence de l'une et de l'autre ne pouvait se donner à voir que dans ce nécessaire éloignement, dans cette inévitable antinomie.

Cependant, au-delà se profile peut-être une ressemblance, une identité inavouable et pour l'un et pour l'autre ²⁰ :

L'affirmation de l'unité culturelle africaine amène Ch. A. Diop à dédaigner, comme Senghor, à la fois les traditions orales et les études monographiques qui ne s'inscrivent pas dans le dessein égypto-pharaonique (Diouf 1989 : 17).

Les constructions théoriques de l'un et de l'autre trouvent leur identité et leur légitimité dans le refus d'un modèle wolof porteur de traditions et de valeurs totalement déconnectées de l'idée de modernité qui doit exprimer une re-situation de l'Afrique dans l'histoire universelle. Dès lors, les recours à l'histoire et à la linguistique pour l'auteur de *Nations nègres et cultures*, à l'ethnologie et la linguistique pour le chantre de la négritude marquent des différences qui ne sont que nuances à l'intérieur du paradigme de la modernité. Il ne s'agit nullement de réduire la théorie de Cheikh Anta Diop à celle de Senghor, ou l'inverse. Il s'agit simplement d'essayer de comprendre la fonctionnalité des schèmes de pensée mis en œuvre par l'un et l'autre à l'intérieur du paradigme de la modernité. En effet, leurs discours expriment "un ordre social, celui des porteurs d'un savoir philosophique, littéraire et scientifique" (Diop et Diouf 1990 : 274). Cette discursivité transcende leur propre terroir avec son oralité et ses valeurs traditionnelles pour engendrer un universel fait de rationalité et de construction scientifique. À cet égard deux arguments méritent d'être soulignés pour comprendre la relation de ces deux hommes, de ces deux grands intellectuels :

/p. 318/

- * Cheikh Anta Diop, en dépit de l'opposition d'une fraction de l'intelligentsia, a soutenu la candidature d'Abdou Diouf aux élections de 1983, même si ce dernier n'était pas porteur de son projet politique. Doit-on en déduire que son opposition à Senghor était aussi subjective ou "crypto-personnelle" pour reprendre l'expression de ce dernier ? Il est vrai que sur le plan intellectuel, Abdou Diouf n'avait pas les mêmes mobiles que Senghor vis-à-vis de Cheikh Anta Diop.
- * le fait que Senghor ait confiné Cheikh Anta Diop dans son laboratoire à l'IFAN, grâce à la complicité silencieuse de l'intelligentsia, était une façon de lui reconnaître l'expertise scientifique tout en l'évacuant du champ politique. L'ostracisme subi par l'homme conjugué à la compromission de l'institution universitaire explique peut-être les tentatives avortées d'évaluation et de critique de l'œuvre après la mort de Cheikh Anta Diop. Le débat dans la presse sénégalaise entre Amady Aly Dieng et Mariétou Diop Diongue, au-delà de la critique et de l'"idolâtrie", traduit les scrupules à toucher, d'une manière ou d'une autre, à l'œuvre et au statut d'intellectuel de Cheikh Anta Diop. L'Université de Dakar baptisée après sa mort Université Cheikh Anta Diop participe, sous une autre forme, à cette volonté définitive de consacrer sa stature d'intellectuel. Ce geste de la mauvaise conscience ou cette ironie de l'histoire parachève le dernier acte de la logique senghorienne vis-à-vis de Cheikh Anta Diop : l'arrimer, même au-delà de la mort, au seul champ académique. Avec le crépuscule des idoles, le Sénégal tourne une page de son histoire sous les auspices d'une morosité économique consternante et d'une crise sociale sans précédent qui traduisent la faillite de l'idéologie du rattrapage comme vecteur de développement et d'intégration nationale.

Les conséquences du choc pétrolier de 1973, la sécheresse endémique tout au long des années 70, l'érosion des finances publiques et les fautes de gestion donnent à voir une économie mal en point.

²⁰ On peut, à titre anecdotique, rappeler la querelle entre Senghor et Cheikh Anta Diop à propos de l'orthographe du mot *siggi* (se redresser, relever la tête en wolof). *Siggi* était aussi le titre du journal du Rassemblement National Démocratique.

L'importance de l'aide internationale (Diop et Diouf : 1990 : 83) n'inverse nullement la tendance. Deux paramètres servent d'indicateur à cette tension sociale.

- * La confrérie mouride, alliée fidèle et objective du pouvoir, se fait l'écho du *malaise paysan*. Le nouveau khalife, Abdou Lahad Mbacké, oppose "une fin de non-recevoir" à la politique du gouvernement vis-à-vis du monde rural en laissant entendre que "les paysans sont fatigués". En effet, de 1960 à 1967, le pouvoir d'achat du paysan a baissé de 20 % même s'il y a eu une compensation avec l'augmentation de la production arachidière. La suppression /p. 319/ des prix de soutien français à l'exportation de l'arachide a été répercutée sur le paysan. Il faut peut-être ajouter à cela les détournements et fraudes constatés à l'ONCAD de 1966 à 1980, qui se chiffrent à des dizaines de milliards de francs CFA. Cet organisme étatique qui devait avoir pour finalité la "coopération et l'assistance au développement" a assuré surtout la santé financière du parti au pouvoir au détriment de celle de la paysannerie et le clientélisme politique était en vérité entièrement parasité par les groupes ruraux — commerçants, transporteurs, usuriers, gros producteurs et grands marabouts — sur lesquels était assis le patronage du Parti Socialiste. La réforme administrative a été détournée de ses objectifs en se réduisant d'une part à une logique de contrôle politique du monde rural où le marabout occupe une place essentielle comme relais de l'autorité et grand électeur, d'autre part à une structure de financement du clientélisme politique. De l'échec du mouvement coopératif résulte le malaise paysan.
- * Le second paramètre, l'école, est sans nul doute le plus important ; il cristallise tous les phantasmes d'une société qui y voit le lieu de l'égalité des chances et de la possibilité de l'ascension sociale. Au-delà de cet impact psychologique, l'école sénégalaise constitue un enjeu politique d'une importance inégalée, aussi bien pour le pouvoir que pour l'opposition. Dans *La poésie de l'action*, Senghor précise que les deux moyens de prédilection pour atteindre l'objectif du plan de développement économique et social sont le secteur rural et l'enseignement (ce dernier secteur se voit alloué 30 % du budget de fonctionnement de l'État).

La tradition d'ancrage à gauche et de rébellion du mouvement étudiant par rapport à l'ordre senghorien est encore plus vivace à la fin des années 70. Chômage, problèmes de bourse et de nourriture, questions pédagogiques et surpopulation sur le campus constituent le leitmotiv de la revendication estudiantine. Si le gouvernement parvient à désamorcer la tension résultant de la manifestation des élèves à Ziguinchor en janvier 1980 et de l'appel à la grève du SUDES²¹, il reste que les raisons profondes de la crise scolaire et universitaire ne sont pas prises en charge de manière critique et définitive. Cette crise est d'autant plus complexe qu'elle a un soubassement politique qui lui offre sa thématique. Le mouvement étudiant souffre des mêmes dissensions qui traversent la gauche sénégalaise. Paradoxalement, de par sa gestion autoritaire et répressive des crises scolaires et universitaires (bastonnades, arrestations, fermeture des résidences universitaires, enrôlement dans l'armée), le pouvoir va /p. 320/ aider à la mise en hibernation des clivages politiques dans le milieu étudiant

Le mouvement enseignant se trouve, lui aussi, en butte aux mêmes problèmes de clivage politique. La mise à l'écart de Magatte Thiam, membre du PAI-Sénégal pendant le congrès de 1979, son remplacement par Mamadou Ndoye militant de la Ligue Démocratique, le limogeage de celui-ci lors du 3^{ème} congrès (fm 1981) et l'avènement de Madior Diouf du RND, à la tête du SUDES (Syndicat Unique et Démocratique des Enseignants du Sénégal), offrent la preuve de l'extrême politisation de l'École sénégalaise et surtout celle de l'engagement de l'intelligentsia de gauche dans l'opposition au pouvoir politique. Le "consensus au niveau de la gauche intellectuelle relatif à l'analyse de la crise de l'université" prouve que l'école a servi de lieu de refus du modèle senghorien à un segment de l'élite intellectuelle, mais aussi de cadre d'expression pour une solution alternative. La contribution du SUDES au colloque organisé en mai 1977 insistait déjà sur ce fait²² ; la solution à la crise se pose en termes de rupture par rapport à :

²¹ Voir l'analyse d'Abdou Sylla dans cet ouvrage.

²² *La voix de l'éducateur*, 2, juillet 1977.

- * une “école sénégalaise, véhicule des modèles culturels et socioéconomiques de l’occident capitaliste” ;
- * une “école de l’élite de la langue française” ;
- * une “école de l’élite pour la déstructuration sociale“.

Ce triptyque met en exergue, la volonté de rupture par rapport au modèle senghorien porteur de néo-colonialisme, et une alternative aux finalités du développement proposé au moment des indépendances. Par le biais de l’école, un segment de l’élite intellectuelle propose un modèle de développement qui opère un recentrage par rapport à l’ouverture senghorienne et pour une meilleure prise en charge de la dimension culturelle nationale. Cette dernière, pour être efficace, doit s’inscrire dans une option résolue pour la justice et l’égalité sociale en disqualifiant un enseignement au service des seuls privilégiés et qui œuvre pour la déstructuration sociale. À la solution proposée par le SUDES est intégré un volet “dépenses d’éducation et condition de travail des enseignants”, élément d’autant plus important qu’il touche à la structure économique du pays et à la politique globale mise en oeuvre pour l’éducation.

Cette solution de “rupture” intègre l’élément intellectuel et scientifique donné comme composante du paradigme de la modernité par Jean Copans (1990). Elle va dans le sens d’une remise en question du pacte colonial en matière de recherche dénoncé par Paulin Hountondji (1990) et de celle de l’extraversion et de la dépendance scientifique. Paradoxalement, la crise de l’institution scolaire et universitaire, la solution esquissée par une fraction de l’intelligentsia, l’extrême politisation de celle-ci sont redevables dans une certaine mesure des mutations socio- /p. 321/ économiques. Le chômage des diplômés de l’enseignement supérieur, la dégradation du niveau de vie des couches moyennes et par conséquent des enseignants y ont beaucoup contribué.

L’arrivée au pouvoir d’Abdou Diouf dans ces conditions, à la faveur d’une mesure constitutionnelle offre la preuve de la capacité d’adaptation du politique pour préserver son absoluté. La démarche du pouvoir se fera dans des directions multiples qui sont loin d’être divergentes. La tenue des États Généraux de l’Éducation et de la Formation pour désamorcer la crise de l’institution scolaire et universitaire d’une part, et, d’autre part, l’instauration du multipartisme intégral illustrent à la perfection la ruse de la logique unitaire. La nouvelle démarche consensuelle du politique et l’aspiration à une démocratie intégrale ne doivent pas faire perdre de vue son objectif vital : réaffirmer son emprise sur le pouvoir de la pensée tout en ne remettant pas en cause la déconnexion, fondement même de son pouvoir. Ces différents facteurs conjugués à l’ancrage à gauche de l’intelligentsia brisent le front qui a plus ou moins toujours trouvé son unité dans l’opposition au pouvoir senghorien. La conséquence principale a été, dans une certaine mesure, une fragilisation du pouvoir de la pensée, du fait de la multiplication des lieux du discours.

Par ailleurs, en s’articulant essentiellement autour du désengagement de l’État, la nouvelle politique économique, inaugurée par Abdou Diouf, s’avère incompatible avec l’idéologie du rattrapage et la fonction instrumentale dévolue à l’État par le modèle senghorien. Le renouvellement de la classe politique dirigeante de même que la redistribution des cartes au sein de l’appareil gouvernemental paraissent inéluctables pour entamer l’hégémonie senghorienne. Ainsi assiste-t-on à la mise en place d’une identité technocratique, critère d’exclusion de la vieille garde senghorienne (les “barons”) et d’intégration de nouvelles recrues dans l’appareil politico-administratif. La mainmise du nouveau président sur l’appareil gouvernemental se fait par une inversion des modalités d’accès au parti : si celui-ci était naguère la voie d’accès au gouvernement, désormais il faut faire le chemin inverse. L’immixtion de plus en plus marquée des bailleurs de fonds dans la définition des objectifs économiques renforce la position de ces “technocrates” exécutants de programmes. Le “parachutage”, comme conséquence sur le plan politique, confronte le parti à de nouveaux problèmes qui vont solliciter le pouvoir de la pensée. L’urgence d’une nouvelle idéologie se dessine dans un contexte marqué par le multipartisme intégral et la tenue des États généraux.

Les paramètres suivants permettent de saisir les rapports entre le pouvoir du politique et celui de la pensée dans la construction de l’hégémonie de Abdou Diouf :

- * d’une part, l’appel au “sursaut national”,

*d'autre part, "l'urgence de la production" d'une poétique et d'une herméneutique proprement négro-africaines "grâce à l'utilisation des langues nationales" (Diop et Diouf 1990 : 275).

Même si le nouveau président ne peut se réclamer d'une légitimité historique et politique indiscutable, il reste qu'il se démarque très nettement de l'idéologie de la négritude. Après le "départ", le parricide mène au bricolage idéologique. Ce bricolage est néanmoins subordonné à une interrogation fondamentale : l'idéologie du "sursaut national" doit-elle être placée dans une perspective discursive de synthèse et de dépassement de la philosophie politique senhorienne ? De la part du pouvoir, la question ne donne pas lieu à une réponse théorique précise ; la première évocation du sursaut national par Abdou Diouf se caractérise plutôt par l'absence de définition ou de délimitation d'un champ sémantique.

La construction d'une hégémonie et d'une identité technocratiques va de pair avec la création d'un nouveau mythe, le "développement"²³, terme principal qui veut donner une assise consensuelle à la nouvelle action politique. On recherche la participation de tous les acteurs sociaux et économiques sans exclusive dans la trame de leur histoire passée qui est aussi le lieu d'invention de leur propre futur. Comme chez L. S. Senghor et Cheikh Anta Diop, l'histoire, dans sa réécriture, se voit confier un rôle de rupture et de légitimation en faisant se mouvoir autrement le triangle idéologique. La tradition dessine les contours du nouveau projet politique opérant ainsi un recentrage dont le substrat est l'enracinement. Au travail de versification du poète et à la discursivité scientifique du théoricien se substitue la geste du griot avec ses images et ses métaphores, son rythme et sa tonalité. Le griot se trouve réintroduit dans l'architecture politique moderne par le biais des médias où il invente et réinvente une légitimité politique à défaut d'une véritable idéologie.

Cette interférence griot-journaliste explique sans aucune doute la désertion des médias d'État par une partie des professionnels de l'information. L'émergence et le dynamisme de la presse privée ou indépendante s'identifient à la volonté de créer un espace où le pouvoir de la pensée peut reprendre ses droits et l'offensive dans les débats politiques. La prise de position des universitaires dans les colonnes de cette presse sur des questions d'intérêt national comme la crise des institutions ou le problème de la Casamance, indique la volonté de l'intelligentsia de mettre fin à la déconnexion qui fonctionne depuis les indépendances. La preuve réside dans l'apparition du concept de "société civile" dans tous les discours, sa seule invocation parvenant à lui donner sens et autorité. Pour l'instant son intelligibilité se réduit à sa stricte fonctionnalité, c'est-à-dire arrimer le social au politique.

/p. 323/

Le bricolage idéologique, perceptible dans le travail du griot, ne se réduit pas à un contenu émotionnel, et ce, même si la charte culturelle s'inscrit dans la perspective d'une prise en charge de la culture populaire. Le pôle de l'oralité et de l'émotionnel se combine à un autre, scientifique celui-là, qui va se servir des États généraux de l'éducation et de la formation, pour l'école nouvelle à promouvoir. Ce second pôle permet de voir comment une fraction de l'intelligentsia sénégalaise a joué son rôle de légitimation dans la construction de l'hégémonie de Abdou Diouf et comment ce dernier l'a utilisée pour maîtriser son propre parti.

Différentes initiatives vont être prises, des structures vont se créer dans la mouvance de consolidation de l'hégémonie de Abdou Diouf : GRESEN, *Comité des 1500*, GER, *Abdo ñu dooy*. Elles traduisent toutes, avec leurs différentes sensibilités, les stratégies de contrôle, de domestication mises en œuvre par le pouvoir et l'affirmation, sous forme d'allégeance, d'une légitimité inhérente à la personnalité d'Abdou Diouf. Qu'il s'affirme comme "intelligentsia la plus fine" ou "intellectuels compétents et patriotes", ce segment de l'élite sociale investit le champ politique à la seule faveur de sa compétence, de son expertise technique. Le fait de privilégier une approche symphonique, consensuelle semble disqualifier cependant le parti politique comme structure et comme outil dans un contexte de multipartisme intégral. L'apolitisme est affirmé, voire revendiqué dans la mesure où, à lui tout seul, il peut engendrer le consensus qui rend opératoire le mythe du développement. Ces

²³ En fait, le nouveau mythe n'est qu'un mythe recyclé. La dépolitisation de la problématique du développement permet de lui donner un habillage technique qui peut donner lieu à une approche consensuelle. L'Université constitue un exemple de ce recyclage : elle a été baptisée *Université de développement* sans que rien ne change fondamentalement.

différents mouvements recrutent dans la haute administration et à l'Université. Cette dernière n'a jamais été autant sollicitée pour fournir du personnel à l'appareil gouvernemental : Iba Der Thiam, Ibrahima Fall, Balla Moussa Daffé, Ndioro Ndiaye, Sakhir Thiam etc.

Au-delà de ces phénomènes, doit être pris en compte le fait que la démocratie comme le développement se réduisent désormais à une dimension purement technique. Peu importe l'assise populaire donc politique ; le gouvernement s'est trouvé de nouveaux espaces de recrutement définis par le monopole de l'expertise. Ce nouveau réseau clientéliste ne fut pas découragé par Abdou Diouf d'autant qu'il lui permettait d'une part, de contrôler une fraction de l'intelligentsia qui lui confectionne une légitimité à sa mesure ; d'autre part de canaliser le poids politique d'une certaine frange du PS. La rivalité du GRESEN (Groupe de Recherches et d'Études pour un Sénégal Nouveau) et du Club Nation et Développement participe à de ce mécanisme de contrôle.

Si les intellectuels ont, par les groupes de soutien et de réflexion, construit ou bricolé une légitimité à Abdou Diouf, ils ne pouvaient néanmoins continuer à agir dans des réseaux parallèles hors de l'espace /p. 324/ institutionnel. Le ralliement de bon nombre d'entre eux au parti au pouvoir en atteste amplement. Par ailleurs, en voulant se substituer à l'opposition, ils ont provoqué une fragilisation du pouvoir par les contradictions qu'ils ont introduits au sein du PS Babacar Sine (1990 : 4-5) idéologue du PS, se fait l'écho de ce problème dans sa contribution au débat publiée dans *Le Soleil* et intitulée *Rénovation et ouverture*. Faisant le diagnostic de la situation de son parti, il indique "qu'après les élections de 1983, après la formation du gouvernement qui vit entrer en son sein de nouveaux éléments sans parti, au milieu d'efforts d'ouverture vers certains cadres et intellectuels, comme ceux du GRESEN, le parti a connu sa première crise interne". Les blocages et blindages stigmatisés imposent la rénovation et l'ouverture comme centralité de la problématique au PS après les élections de 1988. En effet, malgré la sollicitation et la contribution des intellectuels, le pouvoir de Abdou Diouf n'a pas su aborder avec intelligence les élections de février 1988. La "culture de parti unique" elle fait que les réseaux clientélistes intellectuels ne soient pas inscrits dans une perspective de rupture qui repense fondamentalement la modernisation ont, entre autres raisons, contribué à la violence de février-mars 1988.

En dépit des modalités d'ajustement et de réajustement par rapport au contexte socio-politique différent pour l'un et l'autre pouvoir, on ne peut créer une rupture radicale entre l'hégémonie de Senghor et celle de Diouf. Dans les deux scénarios, le clientélisme et la sollicitation du pouvoir de la pensée ont montré que la problématique politique renvoie à la centralité de l'État. La seule différence, qui a donné à chaque régime son originalité, réside dans l'aménagement de cet espace qui demeure, de toute façon, déconnecté de la "société civile".

Que dire de la gauche intellectuelle sinon qu'elle a été doublement piégée. Piégée parce qu'elle n'a pas su mettre en œuvre un outillage conceptuel novateur pour remettre en cause et repenser la problématique politique. Malgré l'échec de la modernisation sous le régime de Senghor, puis de Diouf, elle a continué à se définir par rapport à la centralité de l'État, legs de la logique coloniale. Elle n'a pas su créer et gérer les instruments d'une véritable autonomie pour une participation conforme à son statut. L'absence de structures d'édition et de diffusion indépendantes avec des moyens financiers n'émanant pas du pouvoir, la presque inexistence de laboratoires de recherche disposant de fonds propres sont autant de facteurs qui ont contribué à l'atomisation de l'intelligentsia. Les rares exemples comme la défunte maison d'édition *Sankoré* confirment l'idée du manque et de la nécessité de telles structures. Piégée aussi par le multipartisme qui, par la multiplication des lieux du discours, a entraîné une fragilisation de la pensée et ce, dans une cacophonie où locuteurs et auditeurs sont permutables. Fantôme ou aphone, la "société /p. 325/ civile" n'existe que par le discours qu'on tient en son nom. L'après février 1988 donne à voir une gauche intellectuelle dont les repères qui ont pour nom démocratie, droits de l'homme, nationalisme, liberté d'expression, d'association... sont confisqués. La ruse de la logique unitaire avait encore opéré, presque à la sauvette et à la faveur d'un discours de Korité !

Faut-il, comme le journal *Sud-Hebdo*, conclure sur la panne ou le silence des intellectuels ? Idéologue ou idole, technocrate ou expert, critique ou censeur, l'intellectuel sénégalais envahit comme invité ou imposteur le champ politique. La contestation ou la collaboration avec le pouvoir a toujours servi à celui-ci de repère et d'instrument pour sa propre fonctionnalité. Cependant, la perspective constructiviste qui s'est dessinée au lendemain des indépendances, le projet de modernisation dont elle

était porteuse se sont épuisés dans la construction de l'État et de la Nation. À la logique unitaire s'est substituée une logique d'opposition affirmée à travers ses différents variantes et variables : ethnique ou confessionnelle, régionale ou de terroir. L'irrédentisme casamançais et le mouvement intégriste sont peut-être les données les plus visibles. Les événements de la Mauritanie sont un révélateur de la violence dont est porteuse cette logique d'opposition. Les tentatives répétées de l'opposition pour élaborer un cadre unitaire et un programme alternatif à celui du pouvoir traduisent l'incapacité du politique à gérer cette logique d'opposition. La faillite du système éducatif perdue en s'accroissant après l'enfant mort-né des États généraux c'est-à-dire l'École nouvelle.

C'est ce sombre tableau que les intellectuels ont en partage avec le pouvoir. Leur silence, réel ou supposé, participe à l'impasse politique que l'on peut noter au Sénégal, surtout depuis les élections de février 1988. À défaut de penser une nouvelle modernité, ils se sont laissés enfermer dans le schéma de modernisation hérité de la logique coloniale et qui articule de façon organique le savoir et l'expertise intellectuelle, la prise de parole et l'intervention dans le champ politique. Pouvoir du politique et pouvoir de la pensée, il semble que les deux ont contribué à mettre en place une démocratie... pour les lettrés !

Une nouvelle perspective semble néanmoins se dessiner si on en croit Mamadou Diouf qui parle de professionnalisation. Il a posé publiquement le problème de la professionnalisation quand, participant au débat télévisé après les élections de 1988, il répond à Sokhna Dieng (directrice de la télévision) : "je suis un intellectuel. C'est mon métier que de penser ; je suis payé pour ça". Cette réponse traduit le retour des intellectuels vers leur lieu naturel. La panne et le silence, le refus d'un certain messianisme piégé sont à décrypter comme la désertion du champ politique, du moins dans sa configuration actuelle. La parole résonne dans d'autres /p. 326/ lieux qui ont pour nom Université, barreau ou médias indépendants. Avec l'affirmation de leur seule identité "penser et penser pour produire", les intellectuels cherchent à se soustraire à la logique clientéliste et de la cooptation. Ce nouvel élément est important si on le met en rapport avec le mouvement *sopi* (changement). Il nous semble que les deux émanent conjointement d'une logique de rupture, celle de février 1988. Le *sopi* ne doit pas être identifié comme une contestation interne au champ politique mais plutôt comme une irruption ou éruption du social dans le politique. Le fait que le *sopi* soit le cri de ralliement de la jeunesse s'appropriant la rue est un signe annonciateur : c'est la gestation d'une "société civile" en dehors de l'espace institutionnel. Elle seule pourra, peut-être, imposer une démocratie non confisquée par les lettrés, une démocratie intégrale.

Le dédain et la désertion de l'espace institutionnel se précisent avec le *set-settal*²⁴ : à l'appropriation spontanée et violente de la rue se substitue une autre, faite d'esthétique et d'écologie. Les fresques murales sont comme une invite à un jeu de puzzle qu'on ne pourra lire ou comprendre qu'après avoir pris le temps de le reconstituer ; il est vrai que le lien qui unit Mandela, Ahmadou Bamba, Senghor, Galandou Diouf, Blaise Diagne, Abdoul Aziz Sy ou Lat-Dior n'est point évident au premier coup d'œil ; n'est lisible pour l'observateur que l'absence de figures de l'opposition sur les murs et la présence unique et discrète du Président de la République. Par delà ces phénomènes, ces jeunes somment le reste de la société sénégalaise de repenser la politique et la modernité. La professionnalisation, l'académisme sont peut-être déjà des éléments de réponses²⁵ en cela qu'ils constituent une tentative de remise en cause de la "démocratie des lettrés".

²⁴ *Set-settal* signifie littéralement "propre et rendre propre". Le phénomène renvoie aux opérations d'investissement humain dans les quartiers et d'embellissement de la cité. Les fresques murales représentent des figures politiques qui ont marqué l'histoire du Sénégal. Parfois, il s'agit de personnalités dont la notoriété se limite à un quartier.

²⁵ Le pouvoir comprend l'aspect révolutionnaire de ce phénomène qu'il risque de ne pouvoir maîtriser. Tous les derniers discours du pouvoir politique sont aussi des invites aux intellectuels et à la société civile.

/p. 328/

Bibliographie

- Aron, Raymond 1962 — *The opium of the intellectuals*, New York, Norton.
- Bathily, Abdoulaye 1987 — “Contribution à l’histoire des rapports entre intellectuels et l’État en Afrique de l’Ouest, de l’époque précoloniale à nos jours”. Communication présentée à *l’International Seminar : Intellectuals, the State and Imperialism, towards intellectual Decolonisation*”, University of Zimbabwe, Harare, 19-23 oct.
- Bathily, Abdoulaye 1990 — “Rapport de politique générale du Comité Central au 3^e congrès ordinaire de la LD/MPT”, Dakar, multigr.
- Bayart, J.F. 1989 — *L’État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard.
- Bon, F. et Burnier, M.A. 1971 — *Les nouveaux intellectuels*, Paris, Seuil et Cujas.
- Copans, Jean 1990 — *La longue marche de la modernité africaine. Savoirs, Intellectuels, Démocratie*, Paris, Karthala.
- Dia, Mamadou 1962 — “Discours de clôture du colloque sur les politiques de développement et les diverses voies vers le socialisme”, Dakar, multigr.
- Diané, Charles 1990 — *La FEANF et les grandes heures du mouvement syndical étudiant noir*, Paris, Chaka.
- Diaw, Aminata 1990 — “État et Nation : la problématique de la référence dans une perspective Constructiviste”, Communication au Séminaire de l’AAPS, le Caire, 20-22 janvier.
- Diop, Cheikh Anta 1974 — *Les fondements économiques et culturels d’un État fédéral d’Afrique noire*, Paris, Présence Africaine.
- Diop, Cheikh Anta 1979 — *Nations nègres et culture*, Paris, Présence Africaine.
- Diop, Momar-Coumba et Diouf, Mamadou 1990 — *Le Sénégal sous Abdou Diouf : État et société*, Paris, Karthala.
- Diouf, Mamadou 1989 — “Représentations historiques et légitimités politiques au Sénégal (1960-1987)”, *Revue de la Bibliothèque Nationale*, 34 : 14 - 23.
- Diouf, Mamadou 1990 — “Les Intellectuels, l’État et la société civile au Sénégal : la quête perpétuelle d’un paradigme”, Communication au colloque sur la liberté académique, Kampala, Ouganda, 26-29 novembre.
- Ela, Jean-Marc 1989 — *Cheikh Anta Diop ou l’honneur de penser*, Paris, L’Harmattan.

/p. 329/

- Hobbes, Thomas 1971 — *Léviathan*, Paris, Sirey.
- Hodgkin, Thomas 1957 — *Nationalism in colonial Africa*, New York, New York University Press.
- Hountondji, Paulin 1990 — “La dépendance scientifique hier et aujourd’hui”. *Revue Sénégalaise de Philosophie*, 13-14 : 17-28.
- Khan, Amin 1990 — “Les intellectuels entre identité et Modernité” in Ali El-Kenz (ed.), *L’Algérie et la modernité*. Dakar, Codesria.
- Laurin-Frenette, Nicole 1983 — “Les intellectuels et l’État”, *Sociologie et Sociétés*, XV, I : 121-129.
- Lo, Magatte 1985 — *L’heure du choix*, Paris, L’Harmattan.
- Senghor, L.S. 1957 — “Le problème de la culture ou pourquoi la page culturelle”, *Unité Africaine*, 11.
- Senghor, L.S. 1964 — *Liberté I Négritude et humanisme*, Paris, Seuil.
- Senghor, L.S. 1971 — *Liberté II Nation et voie africaine de socialisme*, Paris, Seuil.
- Senghor, L.S. 1976 — *Pour une relecture africaine de Marx et d’Engels*, Dakar, NEA.
- Senghor, L.S. 1980 — *La poésie de l’Action : conversations avec Mohamed Aziza*, Paris, Stock.
- Senghor, L.S. 1983 — Préface de Alassane Ndaw, *La pensée africaine*, Dakar, NEA.
- Sine, Babacar 1989 — “Révolution et ouverture : contribution au débat”, *Le Soleil*, 6 février. 16 p.
- Wade, Abdoulaye 1975 — “Discours d’ouverture à la première conférence nationale”, Dakar, Spécial Démocrate.
- Weber, Max 1959 — *Le savant et le politique*, Paris, Plon.
- Weber, Max 1963 — *The Sociology of Religion*, Boston, Beacon Press.